

La CFDT critique « l'arrogance » du gouvernement

Pour Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, la réforme de la SNCF a été mal préparée. Il souligne toutefois les avancées obtenues et demande une convention collective « de haut niveau ».

Entretien

Le conflit de la SNCF semble créer une ligne de fracture au sein de la CFDT.

Ça vous inquiète ?

Non, parce qu'il n'y a pas de ligne de fracture. Il y a eu un article de presse disant qu'il y avait un problème entre la CFDT cheminots et la direction de la CFDT. C'est n'importe quoi. Je suis à fond derrière les cheminots CFDT. Ils n'ont pas apprécié qu'on tape sur leur entreprise. Cette réforme a été mal préparée et mal lancée par le gouvernement qui est responsable du blocage actuel. Mais la CFDT cheminots continue à faire des propositions pour sortir de l'impasse.



« Le ferroviaire, ce n'est pas qu'une question de budget. »

Qu'est-ce que vous reprochez à la méthode du gouvernement ?

Le ferroviaire, ce n'est pas qu'une question de budget. On parle de plus de quatre millions de personnes transportées tous les jours. C'est aussi un enjeu profond de transformation écologique qui n'a pas été abordé. Tout comme on n'a pas parlé de fiscalité écologique. À la place, on a eu : « Vous êtes des cheminots et donc des privilégiés ». Beaucoup de sujets n'avaient pas été expertisés avant le début des négociations.

Vous parlez, malgré tout, d'avancées. Est-ce que vous pouvez les détailler ?

Je suis un syndicaliste. Quand il y a des avancées, je le dis. Sinon, on désespère la terre entière. La CFDT cheminots a déposé une vingtaine d'amendements dont une partie sera reprise par le gouvernement ou les parlementaires. C'est ce qu'a précisé un courrier d'Élisabeth Borne. Dans ces négociations, il y a quatre points. 1) Quelles sont les garanties pour les cheminots qui seront transférés dans une autre entreprise dans le cadre de l'ouverture à la concurrence ? Sur ce plan, nous avons obtenu des garanties, comme le volontariat ou la garantie d'emploi. 2) La question de la dette. Sa reprise par l'État semble acquiescée. C'est une bonne chose, même s'il faudra en préciser rapidement les conditions. 3) Le devenir de l'entreprise : le fait qu'elle demeure une société publique nous satisfait. 4) Le cadre social. Sur ce point, le président de la République est pour



Laurent Berger estime que la transformation écologique aurait dû être abordée dans la réforme de la SNCF.

le moins elliptique. Si on met fin au statut des cheminots, par quoi est-il remplacé ? Il n'y a rien.

Élisabeth Borne, la ministre des Transports, dit que le nouveau cadre social relève d'une convention de branche.

Il faut définir ce que sera le futur cadre social dans le transport ferroviaire et les conditions pour y arriver. Tout reste à écrire. Les salariés ne veulent pas dépendre du bon vouloir des employeurs de ce secteur. Nous voulons une convention collective de haut niveau. Il faut par ailleurs préciser ce que sera l'organisation de ce futur groupe ferroviaire.

« On a besoin d'un peu moins d'arrogance et d'un peu plus d'empathie. »



Le Président veut aller vite.

Quitte à se passer des syndicats. Vous craignez d'être marginalisés ?

On a besoin d'un peu moins d'arrogance et d'un peu plus d'empathie. Vous connaissez le proverbe : « Si tu veux aller vite marche seul, mais si tu veux aller loin marchons ensemble. » C'est toute la question qui est posée

à ce gouvernement. Il faut qu'il comprenne qu'il doit faire avec les syndicats pas contre eux. Il ne reconnaît pas leur rôle comme contributeurs à l'intérêt général. Ça peut convenir à tous ceux qui veulent l'affrontement bloc contre bloc. Ce n'est pas notre avis.

La réforme des retraites va être lancée. Qu'est-ce que vous en attendez ?

Dimanche, le président de la République a dit qu'il était attaché au système de retraite par répartition. La CFDT aussi car c'est un formidable outil de solidarité intergénérationnelle. Dans cette réforme, on a besoin de plus de lisibilité, d'équité, notamment avec la prise en compte des carrières longues, des poly-pensionnés... On jugera sur pièces. Nous sommes prêts à négocier. Le statu quo n'est pas satisfaisant. On doit construire du mieux, pas du moins.

Vous avez une ambition particulière ?

Oui, celle liée aux petites retraites. Il n'est pas normal qu'après avoir cotisé toute votre vie vous ne touchiez que 80 % du Smic. Ça devrait être 100 %. L'autre ambition, c'est de renforcer les solidarités à l'intérieur du système : pour les métiers pénibles par exemple. Il faudra aussi regarder si on peut construire un étage supplémentaire de plan d'épargne collectif. Nous allons lancer une enquête en

ligne avec 150 questions. L'objectif c'est d'arriver aux discussions avec des propositions concrètes.



« L'Europe est à la fois notre protection et notre horizon. »

Vous refusez de rejoindre le camp des eurosceptiques. Pourquoi ?

L'Europe affronte de nombreux défis. L'idée que la France s'en sortirait mieux toute seule est une illusion. En dépit de toutes les imperfections, on a tout de même bâti un modèle social et démocratique qu'on doit consolider. Il y a des politiques communes sur l'énergie, la défense, la transition écologique à construire. Le climat actuel y est plus favorable. L'Europe est à la fois notre protection et notre horizon. Mais il faut aussi savoir s'exprimer quand l'Europe ne mène pas des politiques dignes de ce nom. C'est le cas aujourd'hui pour les migrants. La facilité serait évidemment de rester en dehors de tout ça.

Recueil par Patrice MOYON.

PS : Christophe Clergeau monte en grade

Olivier Faure a présenté sa nouvelle équipe à la tête du parti. Parmi les 24 membres, le leader socialiste à la Région.

Trois questions à...



Christophe Clergeau.

Nouveau secrétaire national du PS aux chantiers de la renaissance et du projet socialiste.

En quoi consiste votre nouveau titre ?

Ma mission au secrétariat national est de reconstruire la politique globale du Parti socialiste. Les chantiers de la renaissance vont permettre de repenser le parti avec les citoyens. Nous allons lancer des débats publics sur un grand nombre de sujets (inégalité, santé, environnement...), menés sur une plate-forme numérique accessible pour 1 €.

Comment expliquez-vous votre nomination ?

Il y a plusieurs raisons. Olivier Faure

[le nouveau premier secrétaire] et moi, nous faisons de la politique ensemble depuis vingt ans. Nous étions en colocation à Paris avec Benoît Hamon. Ces liens personnels n'ont jamais disparu et c'est tout à fait humain. Ensuite, depuis que je fais de la politique, j'ai toujours combattu en faveur de la rénovation du PS. Aujourd'hui, le parti n'en a jamais eu autant besoin. J'ai envie de continuer cette mission.

Tous les grands partis politiques commencent à préparer les élections municipales et les départementales. Et vous ?

On y pense évidemment mais je ne suis pas inquiet. Les dernières élections ont montré que ceux qui gagnent sont ceux qui proposent une offre politique claire et forte. Jusqu'à présent, nous n'avons pas de position défensive. Nous affirmons nos convictions et nos projets en portant notre vision de l'avenir. Nous essayons d'être proactifs et novateurs.

Recueilli par Élodie SARTOUX.